

Le syndicalisme européen en plein essor

Commencée au sein des Comités d'entreprise européens d'EDF et d'ENGIE, l'aventure syndicale européenne de la Fédération a pris son premier essor lors de son adhésion à IndustriAll Europe en 2012. Elle y est désormais reconnue pour la qualité de ses analyses et propositions, dans le domaine de l'énergie mais aussi en faveur d'une meilleure représentation des salariés. Adhésion à EPSU, structuration de l'action institutionnelle auprès des euro-députés et de la Commission européenne... cette aventure a changé de dimension ces dernières années.

Après le Clean Energy Package de 2019 qui a clos vingt années de priorité donnée par Bruxelles à la construction d'un marché intérieur guidé par la seule concurrence, le Green Deal place désormais les enjeux énergétiques au cœur de l'agenda politique européen, mais avec de nouveaux maîtres-mots : la neutralité carbone, la stratégie industrielle et l'autonomie stratégique. Parce qu'elle a fait prendre conscience des dépendances stratégiques de l'Europe, la crise du Covid-19 a poussé les dirigeants européens à revoir leurs priorités, tout comme l'affirmation de la puissance chinoise les oblige à cesser d'être les idiots utiles du village mondial. Pour la Fédération qui n'a de cesse d'affirmer que toute politique énergétique doit être guidée par les impératifs de souveraineté, d'ambition climatique et de stratégie industrielle, cette évolution est salutaire, mais elle doit être approfondie. Les choix politiques européens doivent en effet être utiles aux citoyens, qui ne sont pas que des consommateurs, et surtout créer des emplois durables et de qualité.

Défendre les salariés, et donc l'avenir de leurs emplois, c'est là la raison d'être d'un syndicat. Elle passe par les échanges avec les euro-députés, quand les directives sont débattues au

Parlement européen et par des alliances avec d'autres syndicats. Les syndicats français d'abord, quand il s'est agi d'aller à deux reprises rencontrer la Commission européenne pour dire tout le mal que nous pensions de la mise en concurrence des concessions hydrauliques, et les syndicats d'autres États-Membres ensuite, comme pour défendre la place du nucléaire dans la taxonomie européenne en cours d'élaboration. Dans chaque cas, c'est l'union qui fait la force et qui permet de peser auprès des décideurs européens. C'est bien en s'unissant, en se fédérant, que les salariés font entendre leur voix et évitent aux décideurs de n'entendre que la parole des ONG qui, bien souvent, se prétendent les seuls représentants de la société civile.

LA TAXONOMIE, ILLUSTRATION DE L'ENGAGEMENT EUROPÉEN DE LA FÉDÉRATION

La Chine a renoué dès 2020 avec la croissance. Les États-Unis de Joe BIDEN optent eux pour une relance massive et les géants mondiaux de la technologie se préparent dès à présent dans le monde d'après à pénétrer agressivement le secteur de l'énergie. L'Europe propose elle un plan de relance de 750 milliards d'euros destiné à encourager une reprise durable, et les fonds publics et privés sont aussi sur les rangs. Encore faudra-t-il s'assurer que ces fonds soient utilisés pour favoriser la réponse au défi climatique et une relocalisation industrielle européenne. Leur utilisation pourrait être détournée en faveur de lobbys puissants, de simples effets d'aubaine ou au profit exclusif de certains États dissimulant leurs ambitions stratégiques et commerciales sous un masque écologique.

UN CLASSEMENT DES ACTIVITÉS DÉCISIF POUR L'AVENIR DES ENTREPRISES

Dans le secteur de l'énergie, le plan de relance doit aider à financer les investissements dans les infrastructures énergétiques bas carbone. Sont concernées les filières industrielles et les entreprises effectivement écologiquement responsables créant de la valeur ajoutée européenne, et qui sont en

“ Porter la voix des salariés, lutter contre le dumping social au sein de l'Union Européenne, conquérir de nouveaux droits sociaux... n'est-ce pas là l'essence du syndicalisme ? ”